



ERRATUM

Commission paritaire des employés de la sidérurgie

n° 210

CCT n° 130314/CO/210
du 27/10/2015

Correction du texte en français :

- le chapitre 2, section 2, 2^{ème} alinéa, doit être lu comme suit : « *La condition de carrière professionnelle visée à l'alinéa précédent est portée, pour les travailleurs, à 32 ans à partir du 1^{er} janvier 2016 et à 33 ans à partir du 1^{er} janvier 2017.* ».

- chapitre 3, 1^{ère} section, doit être lu comme suit : « *Les parties signataires confirment l'application de la CCT n°103 du Conseil National du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière comme cadre légal applicable aux régimes de crédit-temps. L'application de la CCT sectorielle du 8 juillet 2009 (n° 95824/CO/210) relative au crédit-temps et aux autres systèmes de diminution de la carrière est confirmée notamment pour le recours au crédit-temps à temps plein ou pour le recours à la diminution de carrière à mi-temps avec motif.* ».

- le chapitre 6 doit être lu comme suit : « *Les parties signataires confirment l'application de la CCT du 08 juillet 2009 (95824/CO/210) relative au maintien du salaire normal pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles (petits chômages).* ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor de bedienden van de
ijzernijverheid

nr. 210

CAO nr. 130314/CO/210
van 27/10/2015

Verbetering van de Franstalige tekst :

- hoofdstuk 2, afdeling 2,2de lid, moet als volgt gelezen worden : « *La condition de carrière professionnelle visée à l'alinéa précédent est portée, pour les travailleurs, à 32 ans à partir du 1^{er} janvier 2016 et à 33 ans à partir du 1^{er} janvier 2017.* ».

- hoofdstuk 3, afdeling 1, moet als volgt gelezen worden : « *Les parties signataires confirment l'application de la CCT n° 103 du Conseil National du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière comme cadre légal applicable aux régimes de crédit-temps. L'application de la CCT sectorielle du 8 juillet 2009 (n° 95824/CO/210) relative au crédit-temps et aux autres systèmes de diminution de la carrière est confirmée notamment pour le recours au crédit-temps à temps plein ou pour le recours à la diminution de carrière à mi-temps avec motif.* ».

- hoofdstuk 6 moet als volgt gelezen worden : « *Les parties signataires confirment l'application de la CCT du 08 juillet 2009 (95824/CO/210) relative au maintien du salaire normal pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles (petits chômages).* ».

Beslissing van

14-04-2016

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DE LA SIDERURGIE (CP n° 210)

ACCORD SECTORIEL DU 27 OCTOBRE 2015 DANS LA SIDERURGIE – EMPLOYES 2015-2016

CHAPITRE 1er – CHAMP D'APPLICATION

Le présent accord est d'application dans les entreprises relevant de la Commission paritaire pour les employés de la sidérurgie (CP n° 210) et aux travailleurs et travailleuses barémisés qui sont liés à ces entreprises par un contrat de travail d'employé.

CHAPITRE 2 – REGIMES DE CHOMAGE AVEC COMPLEMENT D'ENTREPRISE (R.C.C.)

Section 1^{ère} – Régime de chômage avec complément d'entreprise- régime particulier travail de nuit 58-33-20

Reconduction pour la période du 01.01.2015 au 31.12.2016 du régime de cadre sectoriel de chômage avec complément d'entreprise en faveur des travailleurs licenciés et âgés d'au moins 58 ans, ayant un passé professionnel de 33 ans et des prestations de 20 ans au moins dans un régime de travail visé par la convention collective de travail n° 46 du Conseil National du Travail et suivant les conditions de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise ainsi qu'en application de la convention collective de travail n° 111 du Conseil National du Travail conclue le 27 avril 2015.

L'indemnité complémentaire de R.C.C. à charge de l'employeur se calcule conformément aux dispositions de la convention interprofessionnelle n° 17 conclue au sein du Conseil National du Travail.

Une CCT particulière donnera exécution à ces dispositions.

Section 2 - Régime de chômage avec complément d'entreprise à partir de 60 ans

Instauration pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017 du régime de cadre sectoriel de chômage avec complément d'entreprise en faveur des travailleurs licenciés et âgés d'au moins 60 ans et pouvant justifier d'une carrière professionnelle en tant que travailleur salarié de 40 ans (pour les travailleurs masculins) ou de 31 ans (pour les travailleurs féminins) suivant les conditions de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, de l'article 16 de l'arrêté royal du 30 décembre 2014 modifiant l'arrêté royal du 3 mai 2007 précité et de l'article 2 de la Convention Collective de Travail n°17 TRICIES SEXIES conclue au Conseil National du Travail le 27 avril 2015.

La condition de carrière professionnelle visée à l'alinéa précédent est portée, pour les travailleurs, à 32 ans à partir du 1^{er} janvier 2016 et à 33 ans à partir du 1^{er} janvier 2017.

L'indemnité complémentaire à charge de l'employeur se calcule conformément aux dispositions de la convention interprofessionnelle n° 17 conclue au sein du Conseil National du Travail.

Une CCT particulière conclue le 29 mai 2015 au sein de la Commission paritaire pour les employés de la sidérurgie donne exécution à ces dispositions.

Section 3 - Régime de chômage avec complément d'entreprise 58-40

Reconduction pour la période du 01.01.2015 au 31.12.2016 d'un régime de cadre sectoriel de chômage avec complément d'entreprise en faveur des travailleurs licenciés et âgés d'au moins 58 ans, et qui peuvent se prévaloir au moment de la fin du contrat de travail d'un passé professionnel d'au moins 40 ans en tant que travailleur salarié, suivant les conditions de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, en application de l'article 16, § 5 de l'arrêté royal du 30 décembre 2014 modifiant l'arrêté royal du 3 mai 2007 précité et de la convention collective de travail n° 115 conclue le 27 avril 2015 au sein du Conseil National du Travail.

L'indemnité complémentaire de R.C.C. à charge de l'employeur se calcule conformément aux dispositions de la convention interprofessionnelle n° 17 conclue au sein du Conseil National du Travail.

Une CCT particulière donnera exécution à ces dispositions.

Section 4 – Régime de chômage avec complément d'entreprise – régime particulier 58-35

Instauration pour la période du 01.01.2015 au 31.12.2016 d'un régime de cadre sectoriel de chômage avec complément d'entreprise en faveur des travailleurs licenciés et âgés d'au moins 58 ans, ayant un passé professionnel de 35 ans dont au moins 5 ou 7 ans d'occupation dans un métier lourd durant les 10 ou 15 dernières années, suivant les conditions de l'article 3, §3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

La notion de métier lourd utilisée dans le présent accord sectoriel est celle déterminée par l'article 3, §3 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise

L'indemnité complémentaire à charge de l'employeur se calcule conformément aux dispositions de la convention interprofessionnelle n° 17 conclue au sein du Conseil National du Travail.

Une CCT particulière donnera exécution à ces dispositions.

Section 5 - Dispense de remplacement

Les délégations syndicales des entreprises concernées par l'application des présents régimes temporaires de chômage avec complément d'entreprise s'engagent à coopérer aux demandes de dispense à l'obligation de remplacement des prépensionnés justifiées par les critères légaux.

CHAPITRE 3 – CREDIT-TEMPS

Section 1^{ère} – Cadre légal

Les parties signataires confirment l'application de la CCT n° 103 du Conseil National du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière comme cadre légal applicable aux régimes de crédit-temps. L'application de la CCT sectorielle du 8 juillet 2009^e relative au crédit-temps et aux autres systèmes de diminution de la carrière est confirmée notamment pour le recours au crédit-temps à temps plein ou pour le recours à la diminution de carrière à mi-temps avec motif.

• (n° 95824 / 01/210)

Section 2 - Primes d'encouragement flamandes (« Vlaamse aanmoedigingspremies ») dans le cadre du crédit-temps

Le secteur renvoie aux entreprises la possibilité d'examiner à leur niveau un cadre pour l'octroi des primes d'encouragement flamandes dans le cadre du crédit-temps.

Section 3 - Emplois de fin de carrière (« 55 ans/35 ans de carrière »)

Les parties signataires conviennent de l'instauration pour la période 2015-2016 d'un cadre sectoriel d'emploi de fin de carrière en application de l'article 4 §5, 2° de l'arrêté royal du 30 décembre 2014 modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps.

L'exécution de ce cadre sectoriel suppose la conclusion d'une convention d'entreprise tenant compte du contexte organisationnel propre à l'entreprise.

Les parties rappellent également l'application des règles d'organisation prévues en cas d'exercice simultané du crédit-temps par la section 4 (articles 16 et suivants) du Chapitre IV de la CCT n° 103 du Conseil National du Travail.

Le présent article de l'accord sectoriel est conclu en application de la convention collective de travail n°118 conclue le 27 avril 2015 au sein du Conseil National du Travail, pour la période du 01^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2016.

Section 4 - Calcul de l'indemnité complémentaire à charge de l'employeur lors du passage d'un crédit-temps à un régime de chômage avec complément d'entreprise à temps plein

Les parties conviennent de mettre en place un groupe de travail ad hoc, chargé d'élaborer un inventaire des pratiques existantes dans les entreprises, en vue de l'examen des conditions d'une harmonisation éventuelle au niveau du secteur.

CHAPITRE 4 - FORMATION PROFESSIONNELLE

Section 1^{ère} – Efforts supplémentaires en matière de formation

Les présentes dispositions sont conclues dans le prolongement des engagements souscrits dans le cadre des accords sectoriels antérieurs,

Les parties signataires recommandent aux entreprises le maintien, pendant la période du présent accord, des efforts de formations aux niveaux des périodes antérieures.

Une CCT particulière donnera exécution à ces dispositions.

Suivi et évaluation paritaire :

Le secteur procède au suivi du contenu et de la mise en application des efforts de formation dans les entreprises sidérurgiques via l'enquête coordonnée (dite « enquête sectorielle ») qui est lancée le 2^{ème} trimestre de chaque année.

Le secteur élabore annuellement un « Tableau de reporting des efforts de formation » et évalue ces efforts paritairement. Ce tableau sectoriel est transmis aux entreprises aux fins de communication au conseil d'entreprise.

- Plans de formation :

Les entreprises établissent à leur niveau des plans de formation, qui dressent l'aperçu des besoins de formation et les moyens qui seront mis en œuvre pour y répondre.

Lors de leur élaboration, ces plans de formation sont commentés et explicités en conseil d'entreprise, qui émet un avis sur ceux-ci. Une communication régulière est prévue sur leur mise en œuvre et leur évaluation.

Section 2 - Groupes à risque

La cotisation pour les groupes à risque est fixée à 0,10 % pour la période du 01.01.2015 au 31.12.2016 aux mêmes conditions que dans l'accord 2013-2014 : l'ensemble des entreprises sidérurgiques sont invitées à prendre des initiatives et à en déterminer les modalités concrètes à leur niveau en accord avec la délégation syndicale, par la conclusion de conventions collectives de travail d'entreprise.

La convention collective de travail d'entreprise doit déterminer la notion de groupes à risque prise en considération, ainsi que la ou les initiatives retenues. Par ailleurs, les entreprises s'engagent à établir et à déposer chaque année au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du SPF Emploi, au plus tard le 1^{er} juillet de l'année suivant celle à laquelle s'applique la convention collective de travail d'entreprise, un rapport d'évaluation et un aperçu financier.

Les parties signataires introduiront à l'issue de la signature du présent accord et de sa convention d'exécution portant spécifiquement sur les groupes à risque, une demande en vue d'obtenir l'accord préalable du Ministre de l'Emploi tel que prévu par l'article 2 alinéas 2 et 3 de l'arrêté royal du 19 février 2013.

La convention sectorielle d'exécution du présent accord, portant spécifiquement sur les groupes à risque apportera les développements requis en vue de démontrer que le recrutement est en grande partie arrêté au sein du secteur.

Le secteur procède à un suivi et à une évaluation paritaire de la concrétisation des conventions collectives de travail d'entreprise. A cet effet, un exemplaire des conventions collectives de travail d'entreprise conclues ainsi que des rapports d'évaluation et de l'aperçu financier sont adressés au Président de la CP 210 ainsi qu'aux parties signataires du présent accord sectoriel.

Une CCT particulière donnera exécution à ces dispositions.

CHAPITRE 5 – EMPLOI

Section 1 - Sécurité d'emploi

Les employeurs veillent, avant de procéder à des licenciements pour des raisons économiques pendant la durée du présent accord, à recourir en premier lieu à de mesures de maintien de l'emploi, dont le chômage temporaire, le travail à temps partiel, des solutions dans le cadre d'une mobilité élargie à l'intérieur de l'entreprise ou entre ses sièges d'exploitation.

Section 2 - Travail temporaire (contrat à durée déterminée & travail intérimaire)

- Le secteur formule une recommandation aux entreprises de prévoir à leur niveau le principe de l'évaluation du travailleur temporaire après une certaine période d'occupation en vue de l'obtention de postes vacants qui seraient en adéquation avec les aptitudes du travailleur.
- Le secteur formule une recommandation aux entreprises de ne prévoir aucune période d'essai dans le contrat de travail, en cas d'engagement d'un travailleur intérimaire ou sous contrat à durée déterminée pour la même fonction que celle exercée précédemment dans la même entreprise durant au moins six mois sans interruption de plus de quatre semaines consécutives.

Section 3 – Incapacités définitives de travail

Les parties signataires recommandent aux entreprises de réserver une préoccupation particulière à la recherche en entreprise, de possibilités de reclassement pour les travailleurs déclarés en incapacité définitive par leur médecin-traitant, conformément aux principes et à la procédure prévus aux articles 39 et suivants de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de santé des travailleurs.

CHAPITRE 6 – PETITS CHOMAGES

Les parties signataires confirment l'application de la CCT du 08 juillet 2009 relative au maintien du salaire normal pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles (petits chômages).

CHAPITRE 7 – RENFORCEMENT DE LA CONCERTATION SOCIALE

Le secteur recommande aux entreprises ayant plusieurs sièges en Belgique de mettre en place une structure en vue de favoriser le dialogue social dans le cadre de questions ou thèmes sociaux dont l'intérêt serait commun aux différents sièges des entreprises concernées, la compétence de cette structure restant limitée à des thèmes à caractère national.

CHAPITRE 8 – FONDS SOCIAL ET FORMATION SYNDICALE

Il est prévu de maintenir les taux utilisés pour le fonds social et la formation syndicale tels qu'ils ont été relevés de façon récurrente en application du chapitre 8 de l'accord sectoriel du 28 juin 2011.

CHAPITRE 9 – CONVERSION DES BAREMES D'AGE

Le secteur acte l'avancement des travaux dans les entreprises et veille à la finalisation de ses constatations.

CHAPITRE 10 – MOBILITE

Section 1^{ère} - Remboursement intégral de l'abonnement à des transports publics pour les trajets domicile - travail

Reconduction des dispositions de l'accord 2013-2014 prévoyant qu'au niveau du secteur, l'intervention de l'employeur dans le prix de l'abonnement du travailleur à des transports publics pour les trajets domicile – travail est portée à 100%.

Section 2 - Modes de transport alternatifs

Le secteur recommande aux entreprises d'examiner la thématique des modes de transport alternatifs, en vue de soutenir à leur niveau ces modes de transport alternatifs pour les déplacements domicile-travail, tels que le vélo et le covoiturage.

Les parties signataires soulignent que cette énumération des différents modes de transport n'est pas exhaustive.

Section 3 - Frais de transport des travailleurs insérés dans les cellules pour l'emploi dans le cadre de la législation en matière de restructurations d'entreprises

A dater de la conclusion du présent accord sectoriel, les employeurs prendront en charge les frais de transport de leurs travailleurs qui sont insérés dans les cellules pour l'emploi, sur la base du tarif convenu au niveau de l'entreprise.

CHAPITRE 11 – POLITIQUE DE DIVERSITE EN MATIERE DE PERSONNEL

Le secteur recommande aux entreprises de mener à leur niveau une politique de diversité en matière de personnel et de gestion des ressources humaines.

Il souligne l'intérêt de veiller à la diversité des équipes de travailleurs et demande aux entreprises de lutter contre toute forme de discrimination.

Le conseil d'entreprise est informé des mesures de diversité qui sont prises au niveau de l'entreprise et procède à leur évaluation.

CHAPITRE 12 – PAIX SOCIALE

Les parties signataires déclarent que le présent accord règle tous les problèmes liés aux dispositions du présent accord, indépendamment des matières spécifiques traitées au niveau des entreprises.

Les organisations des travailleurs et des employeurs, signataires du présent accord, confirment leur volonté commune d'appliquer et de faire appliquer systématiquement, à tous les niveaux, toutes les dispositions et procédures conventionnelles privilégiant dans les relations sociales la concertation et la conciliation par priorité comme modes de solution des différends et comme moyens d'assurer la paix sociale.

CHAPITRE 13 – RENFORCEMENT DU DIALOGUE SOCIAL - GROUPES DE TRAVAIL

Les parties signataires conviennent de l'examen de certaines thématiques spécifiques au sein de deux groupes de travail « ad hoc » :

- d'une part, un groupe de travail consacré aux adaptations structurelles auxquelles les entreprises doivent faire face ;
- d'autre part, un groupe de travail consacré aux longues carrières professionnelles.

Les parties soulignent la nécessité de dresser rapidement un inventaire des différents groupes de travail sectoriels et d'établir un ordre de priorité entre ces différents groupes. Au besoin, un échéancier des travaux sera établi dans les groupes.

Il est également convenu de procéder à un inventaire des cadres sectoriels des commissions paritaires 104 et 210, lors d'une réunion à tenir conjointement avec les organisations syndicales siégeant au sein de la commission paritaire 104.

CHAPITRE 14 - DUREE DE VALIDITE

Le présent accord est conclu pour une durée de deux ans s'étendant du 01.01.2015 au 31.12.2016.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN VAN DE IJZERNIJVERHEID (PC nr. 210)

SECTORAAL AKKOORD VAN 27 OKTOBER 2015 IN DE STAALINDUSTRIE – BEDIENDEN – 2015-2016

HOOFDSTUK 1 – TOEPASSINGSGEBIED

Onderhavig akkoord is van toepassing op de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de bedienden van de IJzernijverheid (PC nr. 210) en op de gebaremiseerde werknemers en werkneemsters die door een arbeidsovereenkomst voor bediende aan deze ondernemingen gebonden zijn.

HOOFDSTUK 2 – STELSLS VAN WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG (S.W.T.)

Afdeling 1 – Stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage - bijzonder stelsel nachtarbeid 58-33-20

Verlenging voor de periode van 01.01.2015 tot 31.12.2016 van het sectoraal kaderstelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage ten gunste van ontslagen werknemers die minstens 58 jaar oud zijn, met een beroepsverleden van 33 jaar en minstens 20 jaar in een arbeidsstelsel bedoeld door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van de Nationale Arbeidsraad, volgens de voorwaarden uit het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage en in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 111 van de Nationale Arbeidsraad, afgesloten op 27 april 2015.

De aanvullende vergoeding S.W.T. ten laste van de werkgever wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van de interprofessionele overeenkomst nr. 17 afgesloten binnen de Nationale Arbeidsraad.

Een bijzondere CAO zal deze bepalingen tot uitvoering brengen.

Afdeling 2 – Stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage vanaf 60 jaar

Invoering voor de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2017 van het sectoraal kaderstelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage ten gunste van ontslagen werknemers van minstens 60 jaar oud, die een beroepsloopbaan van 40 jaar als loontrekkende kunnen bewijzen (voor mannelijke werknemers) of van 31 jaar (voor de vrouwelijke werknemers), volgens de voorwaarden uit het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, van artikel 16 van het koninklijk besluit van 30 december 2014 tot wijziging van bovenvermeld koninklijk besluit van 3 mei 2007 en van artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 TRICIES SEXIES, afgesloten binnen de Nationale Arbeidsraad van 27 april 2015.

De voorwaarde van beroepsloopbaan, beoogd in vorige alinea, wordt voor de werknemers opgetrokken tot 32 jaar vanaf 1 januari 2016 en tot 33 jaar vanaf 1 januari 2017.

De aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van de interprofessionele overeenkomst nr. 17, afgesloten binnen de Nationale Arbeidsraad.

Een bijzondere CAO, afgesloten op 29 mei 2015 binnen het Paritair Comité voor de bedienden van de ijzernijverheid, brengt deze bepalingen tot uitvoering.

Afdeling 3 – Stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag 58-40

Verlenging voor de periode van 01.01.2015 tot 31.12.2016 van een sectoraal kaderstelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag ten gunste van ontslagen werknemers van minstens 58 jaar oud, en die op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst een beroepsverleden van minstens 40 jaar als loontrekkende kunnen laten gelden, volgens de voorwaarden uit het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag, in toepassing van artikel 16, §5 van het koninklijk besluit van 30 december 2014 tot wijziging van bovenvermeld koninklijk besluit van 3 mei 2007 en van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 115, afgesloten op 27 april 2015 binnen de Nationale Arbeidsraad.

De aanvullende vergoeding S.W.T. ten laste van de werkgever wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van de interprofessionele overeenkomst nr. 17, afgesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Een bijzondere CAO zal deze bepalingen tot uitvoering brengen.

Afdeling 4 – Stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag – bijzonder stelsel 58-35

Invoering voor de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016 van een sectoraal kaderstelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag ten gunste van ontslagen werknemers van minstens 58 jaar oud met een beroepsloopbaan van 35 jaar waarvan minstens 5 of 7 jaar tewerkstelling in een zwaar beroep gedurende de 10 of 15 laatste jaren, volgens de voorwaarden van artikel 3, §3 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag.

Het begrip “zwaar beroep” dat gebruikt wordt in onderhavig sectoraal akkoord, is het begrip zoals bepaald door artikel 3, §3 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag.

De aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van de interprofessionele overeenkomst nr. 17, afgesloten binnen de Nationale Arbeidsraad.

Een bijzondere CAO zal deze bepalingen tot uitvoering brengen.

Afdeling 5 – Vrijstelling van vervanging

De vakbondsafvaardigingen van de ondernemingen betrokken door de toepassing van onderhavige tijdelijke stelsels van werkloosheid met bedrijfstoeslag verbinden zich ertoe mee te werken aan de aanvragen tot vrijstelling van de vervangingsplicht van bruggepensioneerden, die verantwoord worden door de wettelijke criteria.

HOOFDSTUK 3 – TIJDSKREDIET

Afdeling 1 – Wettelijk kader

De ondertekenende partijen bevestigen de toepassing van CAO nr. 103 van de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen als wettelijk kader van toepassing op de stelsels van tijdskrediet. De toepassing van de sectorale CAO van 8 juli 2009 (95824/CO/210) over tijdskrediet en andere stelsels van loopbaanvermindering is bevestigd, onder meer voor het beroep op voltijds tijdskrediet of voor het beroep op halftijdse loopbaanvermindering met motief.

Afdeling 2 – Vlaamse aanmoedigingspremies in het kader van het tijdskrediet

De sector verwijst naar de ondernemingen de mogelijkheid om op hun niveau een kader te onderzoeken voor de toekenning van de Vlaamse aanmoedigingspremies in het raam van het tijdskrediet.

Afdeling 3 – Landingsbanen (“55 jaar/35 jaar loopbaan”)

De ondertekenende partijen zijn het eens over de invoering voor de periode 2015-2016 van een sectoraal kader van landingsbanen in toepassing van artikel 4, §5, 2° van het koninklijk besluit van 30 december 2014 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van Hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking. De uitvoering van dit sectoraal kader veronderstelt het afsluiten van een ondernemingsovereenkomst, rekening houdend met de eigen organisatorische context van de onderneming.

De partijen herhalen eveneens de toepassing van de organisatorische regels voorzien in geval van gelijktijdige uitoefening van het tijdskrediet door afdeling 4 (artikel 16 en volgende) van Hoofdstuk IV van CAO nr. 103 van de Nationale Arbeidsraad.

Onderhavig artikel van het sectoraal akkoord wordt afgesloten in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 118, afgesloten op 27 april 2015 binnen de Nationale Arbeidsraad, voor de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2016.

Afdeling 4 – Berekening van de aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever bij de overgang van tijdskrediet naar voltijds stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage

De partijen komen overeen om een ad hoc werkgroep op te richten die ermee belast wordt om een inventaris op te stellen van de bestaande praktijken in de ondernemingen, met het oog op het onderzoek naar de voorwaarden van een eventuele harmonisering op sectoraal vlak.

HOOFDSTUK 4 – BEROEPSOPLEIDING

Afdeling 1 – Bijkomende inspanningen inzake opleiding

Onderhavige bepalingen zijn afgesloten in het verlengde van de verbintenissen onderschreven in het raam van de vorige sectorale akkoorden,

De ondertekenende partijen doen aan de ondernemingen de aanbeveling om, gedurende de periode van onderhavig akkoord, de opleidingsinspanningen te behouden op hetzelfde niveau als in de voorgaande periodes.

Een bijzondere CAO zal deze bepalingen tot uitvoering brengen.

Opmenging en paritaire evaluatie :

De sector doet een opvolging van de inhoud en van de toepassing van de opleidingsinspanningen in de staalondernemingen via de gecoördineerde enquête (de zogenaamde “sectorale enquête”) die elk jaar in het 2^{de} kwartaal gestart wordt.

De sector stelt jaarlijks een “Rapporteringstabel van de opleidingsinspanningen” op en evalueert deze inspanningen op paritair niveau. Deze sectorale tabel wordt overgemaakt aan de ondernemingen voor mededeling aan de ondernemingsraad.

- Opleidingsplannen :

De ondernemingen stellen op hun niveau opleidingsplannen op, die een overzicht geven van de opleidingsnoden en de middelen die aangewend zullen worden om hieraan te voldoen. Bij het opmaken ervan worden deze opleidingsplannen becommentarieerd en toegelicht in de ondernemingsraad, die hierover een advies uitbrengt. Er wordt een regelmatige communicatie voorzien over hun inwerkingstelling en hun evaluatie.

Afdeling 2 – Risicogroepen

De bijdrage voor risicogroepen is vastgelegd op 0,10% voor de periode van 01.01.2015 tot 31.12.2016, volgens dezelfde voorwaarden als in het akkoord 2013-2014 : alle staalondernemingen worden verzocht om initiatieven te nemen en de concrete modaliteiten ervan op hun niveau te bepalen, in akkoord met de vakbondsafvaardiging, via het afsluiten van collectieve ondernemingsarbeidsovereenkomsten.

De collectieve ondernemingsarbeidsovereenkomst moet het in aanmerking genomen begrip risicogroepen vastleggen, evenals de weerhouden initiatieven. Bovendien verbinden de ondernemingen zich ertoe om elk jaar een evaluatieverslag en een financieel overzicht op te stellen en neer te leggen bij de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid en dit uiterlijk tegen 1 juli van het jaar volgend op het jaar waarop de collectieve ondernemingsarbeidsovereenkomst van toepassing is.

De ondertekenende partijen zullen na de ondertekening van onderhavig akkoord en zijn uitvoeringsovereenkomst, specifiek met betrekking tot de risicogroepen, een aanvraag indienen met het oog op het bekomen van de voorafgaande goedkeuring van de Minister van Werk, zoals voorzien door artikel 2, alinea 2 en 3 van het koninklijk besluit van 19 februari 2013.

De sectorale uitvoeringsovereenkomst van onderhavig akkoord, die specifiek betrekking heeft op de risicogroepen, zal de vereiste ontwikkelingen aanvoeren om aan te tonen dat de aanwerving binnen de sector grotendeels stopgezet is.

De sector doet de follow-up en maakt een paritaire evaluatie van de concretisering van de collectieve ondernemingsarbeidsovereenkomsten. Daartoe wordt een exemplaar van de afgesloten collectieve ondernemingsarbeidsovereenkomsten evenals van de evaluatieverslagen en van het financieel overzicht overgemaakt aan de Voorzitter van het PC 210 en aan de ondertekenende partijen van onderhavig sectoraal akkoord.

Een bijzondere CAO zal deze bepalingen tot uitvoering brengen.

HOOFDSTUK 5 – TEWERKSTELLING

Afdeling 1 – Werkzekerheid

De werkgevers zorgen ervoor om, alvorens tot afdankingen om economische redenen over te gaan tijdens de duur van onderhavig akkoord, in eerste instantie gebruik te maken van maatregelen tot behoud van de tewerkstelling, waaronder tijdelijke werkloosheid, deeltijds werk, oplossingen in het raam van een brede mobiliteit binnen de onderneming of tussen haar exploitatievestigingen.

Afdeling 2 – Tijdelijke arbeid (arbeidsovereenkomst van bepaalde duur & uitzendarbeid)

- De sector doet een aanbeveling aan de ondernemingen om op hun niveau het principe te voorzien van de evaluatie van de tijdelijke werknemer na een bepaalde tewerkstellingsperiode met het oog op het invullen van vacatures die zouden overeenstemmen met de bekwaamheden van de werknemer.
- De sector formuleert een aanbeveling aan de ondernemingen om geen proefbeding te voorzien in de arbeidsovereenkomst, in geval van aanwerving van een uitzendkracht of een werknemer met een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur voor dezelfde functie als diegene die voordien uitgeoefend werd in dezelfde onderneming gedurende minstens zes maanden zonder onderbreking van meer dan vier opeenvolgende weken.

Afdeling 3 – Definitieve arbeidsongeschiktheid

De ondertekenende partijen doen aan de ondernemingen de aanbeveling om bijzondere zorg te besteden aan het zoeken, binnen de onderneming, naar mogelijkheden tot re-integratie voor werknemers die definitief arbeidsongeschikt verklaard zijn door hun behandelend geneesheer, overeenkomstig de principes en de procedure voorzien in artikel 39 en volgende van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers.

HOOFDSTUK 6 – KLEIN VERLET

De ondertekenende partijen bevestigen de toepassing van de CAO van 8 juli 2009 betreffende het behoud van het normaal loon voor afwezigheidsdagen naar aanleiding van bepaalde familiegebeurtenissen, staatsburgerlijke verplichtingen of burgerlijke opdrachten (klein verlet).

HOOFDSTUK 7 – VERSTERKING VAN HET SOCIAAL OVERLEG

De sector doet een aanbeveling aan de ondernemingen met meerdere vestigingen in België om een structuur in te voeren om de sociale dialoog te bevorderen in het raam van sociale kwesties of thema's die van gemeenschappelijk belang zouden zijn voor de verschillende vestigingen van de betrokken ondernemingen. De bevoegdheid van deze structuur blijft beperkt tot thema's van nationale aard.

HOOFDSTUK 8 – SOCIAAL FONDS EN SYNDICALE VORMING

Er is voorzien om de percentages, gebruikt voor het sociaal fonds en voor de syndicale vorming, te behouden zoals ze op recurrente wijze verhoogd werden in toepassing van het hoofdstuk 8 van het sectoraal akkoord van 28 juni 2011.

HOOFDSTUK 9 – OMZETTING VAN DE LEEFTIJSBAREMA'S

De sector neemt akte van de voortgang van de werkzaamheden in de ondernemingen en ziet toe op de finalisering van de bevindingen ervan.

HOOFDSTUK 10 – MOBILITEIT

Afdeling 1 – Integrale terugbetaling van het abonnement op het openbaar vervoer voor woon-werkverplaatsingen

Verlenging van de bepalingen van het akkoord 2013-2014 die voorzien dat, op sectoraal vlak, de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het abonnement op het openbaar vervoer van de werknemer voor zijn woon-werkverplaatsingen op 100% wordt gebracht.

Afdeling 2 – Alternatieve vervoermiddelen

De sector doet de aanbeveling aan de ondernemingen om het thema van de alternatieve vervoermiddelen te onderzoeken, met het oog op het ondersteunen op hun niveau van deze alternatieve vervoermiddelen voor woon-werkverplaatsingen, zoals de fiets en carpooling.

De ondertekenende partijen benadrukken dat deze opsomming van de verschillende vervoermiddelen niet exhaustief is.

Afdeling 3 – Vervoerkosten van de werknemers ingeschakeld in de tewerkstellingscellen in het raam van de wetgeving inzake ondernemingsherstructureringen

Vanaf het afsluiten van onderhavig sectoraal akkoord zullen de werkgevers de vervoerkosten van hun werknemers die ingeschakeld zijn in de tewerkstellingscellen, ten laste nemen volgens het tarief overeengekomen op ondernemingsvlak.

HOOFDSTUK 11 – DIVERSITEITSBELEID INZAKE PERSONEEL

De sector doet de aanbeveling aan de ondernemingen om op hun niveau een diversiteitsbeleid te voeren inzake personeel en HR-beheer.

Hij benadrukt het belang toe te zien op de diversiteit van de werknemersploegen en vraagt aan de ondernemingen om elke vorm van discriminatie te bestrijden.

De ondernemingsraad wordt op de hoogte gebracht van de diversiteitsmaatregelen die op ondernemingsvlak genomen zijn en gaat over tot de evaluatie ervan.

HOOFDSTUK 12 – SOCIALE VREDE

De ondertekenende partijen verklaren dat onderhavig akkoord alle problemen inzake de bepalingen van onderhavig akkoord regelt, ongeacht de specifieke aangelegenheden die op ondernemingsvlak behandeld worden.

De werknemers- en werkgeversorganisaties, ondertekenaars van onderhavig akkoord, bevestigen hun gemeenschappelijke wil om alle conventionele bepalingen en procedures systematisch op alle niveaus toe te passen en te doen toepassen, met als doel binnen de sociale relaties voorrang te verlenen aan overleg en verzoening als middelen om geschillen op te lossen en de sociale vrede te waarborgen.

HOOFDSTUK 13 – VERSTERKING VAN DE SOCIALE DIALOOG – WERKGROEPEN

De ondertekenende partijen komen overeen om bepaalde specifieke thema's te onderzoeken binnen twee "ad hoc" werkgroepen :

- enerzijds, een werkgroep gewijd aan de structurele aanpassingen waaraan de ondernemingen het hoofd moeten bieden;
- anderzijds, een werkgroep gewijd aan de lange beroepsloopbanen.

De partijen benadrukken de noodzaak om snel een inventaris op te maken van de verschillende sectorale werkgroepen en een volgorde van prioriteit tussen deze verschillende groepen op te stellen. Indien nodig zal een termijnplanning van de werkzaamheden opgemaakt worden in de groepen.

Tevens wordt overeengekomen om over te gaan tot een inventaris van de sectorale kaders van de paritaire comités 104 en 210, tijdens een vergadering die georganiseerd wordt samen met de vakbondsorganisaties die zetelen binnen het paritair comité 104.

HOOFDSTUK 14 – GELDIGHEIDSDUUR

Onderhavig akkoord wordt afgesloten voor een duur van twee jaar vanaf 01.01.2015 tot 31.12.2016.
